



L'U.N.E.F

après MARSEILLE ?

Unifions le mouvement étudiant dans les luttes de masse



La lutte continue. Dès les premiers jours de janvier, les étudiants ont dû se mobiliser pour faire échec aux tentatives du pouvoir ; à Montpellier, la grève des loyers continue contre la diminution des bourses et pour le contrôle étudiant sur leur attribution ; à Vincennes, il a fallu faire respecter la liberté d'inscription prévue pour les non-bacheliers ; à Lyon, aux Beaux Arts de Paris et Langues Orientales, il a fallu se battre pour obtenir les conditions d'une rentrée... A Rouen, Bordeaux, Nice, Paris, la répression administrative et policière, voire les attaques fascistes protégées par le pouvoir, se heurtent à la réaction des étudiants et des lycéens.

La mobilisation est donc non seulement possible; elle est réelle. Et pourtant, le mouvement étudiant est divisé, trop inorganisé. La discussion politique au fond est souvent négligée, tandis que certains se laissent volontiers tenter par l'idée selon laquelle le mouvement français devrait calquer son organisation sur les mouvements italien et allemand., au moment même où ceux-ci font la critique de leur ligne politique passée et du type d'organisation qu'ils ont eu jusqu'à présent et qui ne leur a pas permis d'utiliser jusqu'au bout et de concrétiser les rapports de force qu'ils avaient su créer.

Alors que le gouvernement cherche par tous les moyens à faire croire qu'il est capable d'organiser la rentrée universitaire, alors qu'il poursuit son plan de réorganisation de l'Université, alors que les conséquences de la politique d'austérité

frappent les étudiants au même titre que l'ensemble des travailleurs, il importe de bien mesurer l'enjeu de la bataille, et de se donner les moyens de la mener.

La lutte paie !

Nous avons pu nous rendre compte, et cela déjà avant mai, que l'on ne pouvait se contenter d'avancer une plate-forme revendicative, soutenue par quelques actions de masse. Nous nous sommes rendu compte que pour atteindre nos buts, il fallait directement passer à l'action, que, après avoir déterminé des objectifs, il fallait les faire entrer dans les faits, les appliquer directement (un exemple flagrant de cela est donné par l'action sur les campus, menée voici bientôt un an), ou bien alors il faut employer des moyens de pression efficaces : l'occupation des universités, la grève des loyers dans les cités...

Tout ce qui s'est passé au premier trimestre et depuis le mois de janvier à Nantes, à Chaptal, à Grenoble, à Vincennes, chez les techniciens supérieurs..., montre que la lutte menée localement sur des objectifs précis, et jusqu'au bout, est efficace. Toutes ces actions ont montré que lorsque le pouvoir voulait engager l'épreuve de force, et lorsque le mouvement étudiant tenait bon, le pouvoir était contraint de céder. Les luttes à la base menées sans fléchir, sont donc efficaces. Ce sont les luttes possibles actuellement. Elles créent les conditions d'une unification nationale du combat.

Rompre l'isolement

Mais il est vrai qu'il faut se garder ou de l'isolement de l'ensemble du mouvement, ou du morcellement politique de ses luttes : chacune des actions doit être restituée dans un cadre général susceptible de lui donner sa réelle signification politique. Le mouvement doit donc définir les axes fondamentaux de son intervention : chaque action s'inscrivant dans le cadre ainsi déterminé trouvera son sens plein, se reliera aux actions menées dans les secteurs ; ainsi seront créés tous les moyens nécessaires à l'élargissement du combat ; ainsi pourra être effectuée la liaison entre la lutte du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier.

Après Marseille, la lutte contre la politique d'austérité, la lutte contre la politique de réorganisation capitaliste de l'université et la politique de participation constituent les axes fondamentaux du mouvement étudiant. Le Congrès a, à la quasi-unanimité, condamné clairement la Loi-Faure et a dénoncé, sans aucune ambiguïté, la participation.

Par ailleurs, les conséquences de la politique d'austérité apparaissent avec plus d'importance qu'on ne pouvait le penser (bourses, restau-U, loyers, encadrements...). La lutte contre la participation et la Loi-Faure doit donc être reliée directement à la lutte contre la politique d'austérité. Comme il est dit dans le texte d'orientation voté à Marseille: « La Loi cadre n'est pas une concession faite au mouvement de mai ; elle n'a pas non plus des aspects positifs et des aspects négatifs... Elle a une logique interne, chacun de ses éléments s'orientant vers un même but : la rentabilisation de l'Université au profit de l'économie capitaliste ».

Les problèmes concrets et réels ne vont pas manquer de se poser dans les semaines qui vont venir. Il ne faut négliger aucune des possibilités d'action qu'ils peuvent offrir, chacun d'entre eux permettant de remettre en question et de combattre la politique gouvernementale, que ce soit sur les bourses, les loyers, les unités d'enseignement, la répression.



Le Mouvement doit définir les axes fondamentaux de son intervention.

Mettre la Participation en échec

D'autre part, le gouvernement va chercher à mettre en place les éléments de sa politique de participation. Il faut faire échec à toutes ces tentatives. A la participation et aux élections, il faut opposer la mise en place de structures de combat qui permettront au mouvement étudiant, et aux enseignants qui voudront se battre à ses côtés, d'imposer ses propres objectifs. La bataille contre la participation ne se résume pas en effet au simple « non à la participation », ou « non aux élections » ; elle doit être offensive ; elle suppose que soient menées, sur les objectifs propres du mouvement, des batailles de masse, dans tous les secteurs, seules susceptibles de faire reculer le pouvoir et de faire progresser le mouvement dans son unification sur une ligne politique de masse.

Ainsi que la Répression

Ce sont aussi ces batailles de masse qui seront les plus efficaces pour mettre en échec les essais de répression gouvernementale et les menées fascistes. S'il est bien certain qu'à chaque initiative de répression il faut répondre vigoureusement, particulièrement au moment où le pouvoir cherche à tester les capacités de résistances du mouvement sur les sursis et les bourses, seul le développement des actions de masse peut être un rempart efficace contre toute attaque portée au mouvement.

Enfin, ce sont les batailles de masse contre la participation, contre les conséquences de la politique d'austérité à l'université, contre la réorganisation capitaliste de la formation, qui peuvent créer les conditions et les moyens d'une réelle jonction avec le mouvement ouvrier. C'est dans la mesure où le mouvement étudiant conduit efficacement ses propres batailles contre la politique du pouvoir qu'il se place aux côtés du mouvement ouvrier et que celui-ci peut prendre en considération le mouvement étudiant. Cela veut dire que, dans la mesure par exemple où nous menons un combat efficace et juste contre la politique de participation, nous devons axer notre explication non pas seulement en direction du mouvement étudiant, mais aussi en direction de l'ensemble du mouvement ouvrier ; si notre combat est clair, si sa signification apparaît à l'évidence, alors les travailleurs en tireront pour leur propre lutte des avantages, et le mouvement étudiant ne sera pas isolé.

Des structures pour la lutte : les Comités d'Action

Mais pour mettre en échec la politique du pouvoir et pour mener des actions de masse, il faut s'en donner les moyens, c'est pourquoi, le deuxième axe de travail du mouvement consiste dans la mise en place de structures permettant non seulement un réel débat à la base, mais aussi la mobilisation de masse. Les structures anciennes du mouvement ne correspondent plus aux tâches actuelles. Il faut que les étudiants puissent prendre les décisions à tout moment et

se mobiliser en masse. Des structures réunissant fréquemment sur les lieux de combat et d'intervention, les étudiants en assemblées générales, coordonnées au niveau de la ville, dans le cadre des associations générales d'étudiants, doivent être mises sur pied comme il a été décidé à Marseille (texte d'orientation), « l'unité militante ne peut être qu'une structure de base, type comité d'action ou comité de base. » Le C.A.-U.N.E.F. n'est pas la réunion de quelques militants ; il est la forme organisationnelle, nécessaire à la mise en application d'une ligne de masse ; donc il doit permettre de donner à l'ensemble des étudiants les explications et les significations politiques des problèmes, et d'impulser des luttes après avoir analysé le degré de prise de conscience du milieu, pour définir des mots d'ordre justes. Au niveau national, cette nécessité doit être aussi remplie, et c'est pourquoi tous les mois il a été décidé qu'un Collectif de coordination représentant l'ensemble des villes se réunirait pour déterminer les axes de la bataille.

Avec la mise en place de ces nouveaux moyens pourra réellement être mené un combat efficace dont la signification politique sera claire.

C'est tout cela les résultats de Marseille et les tâches du mouvement dans les semaines qui viennent.



Alors que le gouvernement poursuit son plan de restructuration de l'Université

L'Étudiant de France – Nouvelle série n° 5 –
Février 1969
Pages 2 et 3